

La France après les élections législatives: rien ne va plus

Bernard Spitz

1. Les Français ont dit non à une majorité même relative au Rassemblement national. Celui-ci, qui n'était pas prêt à gouverner, n'est pas mécontent de laisser la gestion du désordre aux autres. Notons que les observateurs qui spéculaient sur une *melonisation* du RN se trompent. Marine Le Pen n'est pas Giorgia Meloni. C'est plutôt d'une *salvinisation* du RN qu'il faudrait parler, comme le montre la constitution des groupes au Parlement Européen. Du point de vue tactique, Marine le Pen a tardivement mais clairement dit qu'elle censurerait tout gouvernement de gauche.

2. Il n'y a aucune majorité cohérente possible dans la nouvelle assemblée. Démonstration par l'absurde de l'inutilité de la dissolution qui, pour sortir d'une situation de majorité relative, nous conduit à une addition de minorités absolues et à une représentation plus fragmentée que jamais.

3. La situation est celle d'un futur exécutif tiraillé entre une légitimité parlementaire de type quatrième république et des institutions présidentielles conformes à la cinquième. Le pays qui n'avait rien demandé et qu'on a fait voter trois fois en un mois, hérite du pire des deux mondes. Le gouvernement est plus bloqué que jamais et la voix du peuple reléguée au second plan. Le RN avec un tiers des voix n'obtient que moins de 20% des sièges: la pression en faveur de la proportionnelle va être très forte.

4. L'annonce des résultats hors de France et d'Europe d'une victoire de la gauche aurait pu faire chuter les marchés dès l'ouverture le lundi matin. Tel n'a pas été le cas, sans doute par satisfaction d'avoir évité une majorité absolue RN ou NFP. Les marchés parient sur le fait qu'un blocage au parlement signifie l'immobilisme, plus rassurant que

les programmes abracadabrantiques envisagés. Cela étant, ce n'est que partie remise selon la nature du gouvernement choisi et la réponse budgétaire qui sera faite tant à la Commission européenne qu'aux agences de notation.

5. Mélenchon a déclaré qu'il fallait rester uni pour «tout le programme, rien que le programme» et le leader du PS Faure lui a donné raison. Pourquoi alors Mélenchon s'oppose-t-il à la nomination de Faure comme Premier ministre? De son point de vue, elle aurait le mérite de faire pression sur Emmanuel Macron sans représenter une menace pour la présidentielle. Si le président refusait, il serait attaqué sur sa volonté de nier le résultat des élections comme a commencé à l'exprimer la gauche en réaction à sa *lettre aux Français*. Mélenchon en demandant Matignon voudrait-il provoquer l'explosion du NFP qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Pour pousser les socialistes dans les bras du centre et se poser en seul authentique représentant de la gauche ? Sa rationalité c'est qu'il joue la crise au parlement comme dans la rue, avec les présidentielles en ligne de mire. Il est significatif qu'il soit soutenu par la CGT dans cette voie.

6. Dans ces conditions, il est un peu illusoire de chercher quel serait le programme minimal d'un gouvernement suffisamment neutre pour ne fâcher personne.

Bien sûr les sujets d'intérêt général comme l'école, la santé, la réindustrialisation, seront consensuels et la sécurité beaucoup moins. Reste le dossier économique avec ses figures hélas imposées :

- Le sujet des retraites, difficile à écarter, qui pourrait être traité sous forme d'une pause à 63 ans, et un appel à concertation avec les organisations syndicales pour voir si elles peuvent produire une alternative de rééquilibrage faisant moins porter la charge de l'ajustement sur les générations qui ont commencé à travailler tôt.
- Le sujet du SMIC difficile car aussi nocif économiquement que symbolique politiquement.
- Le sujet logement est aussi essentiel pour la relance de l'offre : incitation financière et sociale des maires à construire, allègement des procédures, inversion de la jurisprudence Bercy, etc..
- Sur la fiscalité, on aura du mal à échapper à une contribution exceptionnelle sur la fortune.

Au total, donner des gages tout en évitant les lignes rouges du blocage des prix, de la hausse générale du SMIC, de la taxation généralisée et pérenne, et des déficits encore augmentés. Et jouer autant que possible sur la décentralisation pour s'écarter des querelles idéologiques nationales parisiennes et favoriser quelques réformes, forcément limitées dans un tel contexte.

7. Emmanuel Macron a un sujet de satisfaction: la somme des votes LFI et RN ne suffit pas à censurer tout gouvernement, ce qui aurait pu le pousser à la démission. C'est ce qui est arrivé au Président Millerand il y a un siècle. Mais un blocage général de tout gouvernement par des censures systématiques de part et d'autre, moins probable mais pas impossible, pourrait avoir le même effet. Par ailleurs, on entend beaucoup l'argument selon lequel, comme un gouvernement qui ne gère que les affaires courantes est le seul cas de figure où ce gouvernement ne peut être renversé, celui-ci doit être de courte durée. Certains tirent la conclusion qu'au-delà d'un délai raisonnable forcément inférieur à un an, maintenir un tel exécutif, exposerait le chef de l'État à l'Impeachment, mot prononcé par JF Copé. La démission forcée du PR reste un objectif pour beaucoup des acteurs engagés, et un élément de contrainte pour les autres: la dissolution a dissous aussi la force du socle institutionnel créé par la Constitution de 59.

8. Dans tout cela, l'intérêt supérieur du pays ne sort pas gagnant. Pour qu'un gouvernement puisse gouverner, il faudrait un changement des pratiques du pouvoir et un accord minimal sinon de coalition du moins de compromis au sein du parlement. L'idée d'un engagement des élus avancé ici ou là à ne pas censurer le gouvernement est irréaliste. Et puisque l'élection présidentielle est le sujet essentiel des principaux acteurs, ne pas se tromper sur le fait que si le RN a été disqualifié par la médiocrité de beaucoup de ses candidats, rien de tel ne pèse sur Marine le Pen dans une élection présidentielle. D'autant qu'on a vu que le PR peut être élu sur sa personne sans que son parti soit retenu comme majoritaire ensuite. M le Pen et Mélenchon n'attendent que cela. F. Hollande se prépare. Reste la confusion et l'embouteillage au centre quand l'accès au second tour de la présidentielle se jouera entre

15–17 et 22 % et qu'avec plusieurs candidats entre droite , centre gauche et centre droit, le pire est certain.

9. Reste une étape clé avec l'échéance du 18 juillet (élection du président de l'AN, constitution des groupes,...) qui sera éclairante sur la suite. Les jeux sont faits, rien ne va plus...